



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement
De Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif aux évolutions du projet d'une installation de fabrication d'articles de
maroquinerie à l'Isle-d'Espagnac exploitée par la société

La maroquinerie du Sud-Ouest

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration prise en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2024 portant autorisation environnementale d'une installation de fabrication d'articles de maroquinerie à l'Isle-d'Espagnac exploitée par la société LA MAROQUINERIE DU SUD-OUEST ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu le porter à connaissance transmis le 27/11/2025 relatif aux évolutions du site ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 20 février 2026 à la connaissance de la société LA MAROQUINERIE DU SUD-OUEST ;

Vu l'absence d'observation de la société LA MAROQUINERIE DU SUD-OUEST ;

Considérant que les évolutions du site visant à adapter la réalisation du projet, décrites dans le porter à connaissance susvisé, constituent une modification notable mais non substantielle, au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement, de l'autorisation environnementale délivrée à la société LA MAROQUINERIE DU SUD-OUEST pour son site de l'Isle-d'Espagnac ;

Considérant, néanmoins et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, qu'afin de préserver ces intérêts, il y a lieu de fixer des prescriptions

complémentaires visant à prendre en compte lesdites évolutions du site dans la description des installations figurant dans l'autorisation environnementale ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Identification

La société MAROQUINERIE DU SUD OUEST (SIRET 403 230 436 00046), dont le siège social est situé 5, route de Saint-Martin-le-Pin, 24300 NONTRON, et dénommée « *l'exploitant* » dans la suite du présent arrêté, autorisée à exploiter une installation de fabrication artisanale d'articles de maroquinerie sur la commune de L'Isle-d'Espagnac, ZAC de Bel Air, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Conformité aux dossiers déposés

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont, notamment, ceux établis dans le cadre des modifications d'activités du site, faisant l'objet du document susvisé transmis le 27/11/2025.

Article 3 – Protection de la qualité de l'air – conduits de rejet des dépoussiéreurs

Les dispositions figurant à l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral du 21/02/2024 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.1. Conception des installations

2.1.1. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées
Conduit N° 1	Dépoussiéreur de l'atelier 1
Conduit N° 2	Dépoussiéreur des ateliers 2 et 3

2.1.2. Conditions générales de rejet

	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	7500 Nm ³ /h	8 m/s
Conduit N° 2		

»

Article 4 – Prévention des risques technologiques – Confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les dispositions figurant à l'article 6.1.4. de l'arrêté préfectoral du 21/02/2024 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« En sus des dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à une réserve enterrée étanche, sous la cour logistique, aux produits collectés. La réserve dispose de 704 m³ de capacité disponible minimum. Les eaux polluées collectées dans cette réserve seront éliminées comme déchets.

Les vannes d'isolement des eaux d'extinction incendie par rapport à l'extérieur sont activables manuellement ou automatiquement via un asservissement sur le réseau d'alarme. Si elles sont motorisées, elles doivent être équipées d'un dispositif de manœuvre manuel en secours.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » doit être apposée directement sur la vanne afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention du site. »

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le préfet de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement, dans le même délai ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 – Publicité

Le présent arrêté est :

1. Notifié à l'exploitant ;
2. Affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de L'Isle-d'Espagnac ;
3. Mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le maire de L'Isle-d'Espagnac, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le – 4 MARS 2026

P/le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART

